

## La politique des talibans est un cauchemar ; la guerre économique et la famine aussi

Norah Niland • Co-fondatrice de *United Against Inhumanity*

---

Est-il moral de priver les Afghanes et les Afghans des fonds souverains de leur État au motif que les talibans ont pris, le 15 août 2021, le contrôle du pays ? Sans passer sous silence les effets dramatiques de la politique talibane, l’auteure répond sans ambiguïté qu’il en va de la responsabilité de la communauté internationale de permettre l’accès à ces fonds dont dépend la survie de millions de personnes.

---

**D**epuis que les talibans ont repris le pouvoir à Kaboul en août 2021, leurs actes dignobles inondent les médias, ainsi que la situation choquante qui en résulte pour les jeunes filles, les femmes et bien d’autres personnes encore – notamment les minorités ethniques et religieuses, les journalistes, les personnes associées à l’ancien régime, les défenseurs des droits de l’Homme et les militants de la société civile. Dans le même temps, l’aggravation de la pauvreté, la perte des moyens de subsistance, les privations croissantes et les niveaux inédits de faim et de famine soulèvent de vives inquiétudes.

Selon le Programme alimentaire mondial, un Afghan sur trois ne mange pas à sa faim<sup>1</sup>. Le Fonds des Nations unies pour l’enfance a récemment indiqué que 1,1 million de bébés et d’enfants de moins de cinq ans seraient « probablement confrontés à la forme la plus sévère de malnutrition » dans les mois à venir, étant donné le nombre croissant d’« enfants affamés et en manque de nourriture » accueillis dans les hôpitaux et la difficulté à s’adapter à « la dégradation constante des conditions <sup>2</sup> ». L’organisation non gouvernementale (ONG) *Save the Children* a indiqué, en mai 2022, que des milliers d’Afghans avaient sombré dans la famine au cours des derniers mois ; 9,6 millions d’enfants étaient ainsi « incapables de se procurer de la nourriture » au quotidien<sup>3</sup>. Elle a attribué cette situation à l’aggravation de la crise économique.

---

<sup>1</sup> Programme alimentaire mondial, “Families in Afghanistan need your help”, <https://www.wfp.org/support-us/stories/families-afghanistan-need-help>

<sup>2</sup> Rahim Faiez and Lee Keath, “1.1 million Afghan children could face severe malnutrition”, *Associated Press News*, 25 May 2022, <https://apnews.com/article/afghanistan-health-prices-united-nations-d74bb5f7326d57e53e17258a42452d92>

<sup>3</sup> “Nearly 10 million children going hungry in Afghanistan, says NGO”, *Al Jazeera*, 10 May 2022, <https://www.aljazeera.com/news/2022/5/10/nearly-10-million-children-go-hungry-in-afghanistan-says-ngo>

### Crise économique et bancaire

La situation actuelle – caractérisée par des crises multiples et intriquées – ne peut être dissociée des répercussions de plus de quatre décennies de conflit armé et de l'échec du processus de démocratisation et de renforcement de l'État formalisé dans l'Accord de Bonn, en décembre 2001. Cet accord présentait d'importantes lacunes, notamment la non-participation des Afghans favorables au régime taliban renversé par la force de frappe américaine, mais aussi le soutien politique, militaire et financier apporté à des seigneurs de la guerre notoires.

L'après-Bonn a néanmoins permis de nombreux développements positifs. Parmi ceux-ci, la scolarisation d'un plus grand nombre d'enfants, notamment des filles, un accès plus grand à un meilleur système de santé, le rapatriement de millions de réfugiés des pays voisins, ainsi que l'émergence d'acteurs de la société civile dans tout l'Afghanistan. Un environnement médiatique solide ainsi que des réseaux sociaux et de communication renforcés ont facilité la pluralité des voix dans l'espace public. Toutefois, la réforme institutionnelle et le développement des capacités ont été entravés dès le départ par une impunité bien ancrée, une gouvernance dysfonctionnelle – centralisée et corrompue – ainsi que par des investissements insuffisants et inefficaces en matière de réduction de la pauvreté<sup>4</sup>. En outre, le renforcement des droits de l'Homme a fait l'objet d'une approche en mode projet, au lieu de l'indispensable débat national sur les moyens de mettre fin à une longue tradition de discrimination à l'égard des femmes et d'abus de pouvoir généralisé.

Bien avant que les talibans ne marchent sur Kaboul l'année dernière, l'économie afghane se contractait, en partie à cause de l'insécurité croissante, d'une grave sécheresse et de la dépendance inhabituelle du gouvernement vis-à-vis de l'aide occidentale : « 40 % de l'économie et 75 % des dépenses publiques provenaient de bailleurs internationaux<sup>5</sup> ». À cause des problèmes économiques et d'une gouvernance chaotique, les fonctionnaires travaillant dans des services essentiels comme la santé et l'éducation n'avaient pas été payés depuis des mois avant l'effondrement de l'administration d'Ashraf Ghani<sup>6</sup>.

Peu après la prise de pouvoir des talibans, Washington et ses alliés ont coupé leur gigantesque apport d'aide et demandé à la Banque mondiale et au Fonds monétaire

---

<sup>4</sup> Thomas Ruttig and Jelena Bjelica, "The state of aid and poverty in 2018: A new look at aid effectiveness in Afghanistan", *Afghanistan Analysts Network*, 17 May 2018, <https://www.afghanistan-analysts.org/en/reports/economy-development-environment/the-state-of-aid-and-poverty-in-2018-a-new-look-at-aid-effectiveness-in-afghanistan>

<sup>5</sup> "David Miliband's testimony to the senate foreign relations committee subcommittee on Afghanistan", *International Rescue Committee*, 9 February 2022, <https://www.rescue.org/press-release/david-milibands-testimony-senate-foreign-relations-committee-subcommittee-afghanistan>

<sup>6</sup> Outbuddin Kohi, "Faryab health workers not paid for 5 months", *Pajhwok Afghan News*, 23 September 2021, <https://pajhwok.com/2021/09/23/faryab-health-workers-not-paid-for-5-months>

international d'en faire autant<sup>7</sup>. Cela concernait également le Fonds fiduciaire pour la reconstruction de l'Afghanistan de la Banque mondiale, qui versait les salaires de millions d'Afghans, dont de nombreuses femmes, et notamment des enseignants, du personnel soignant et d'autres travailleurs de première ligne.

Les États-Unis, de concert avec les gouvernements européens, ont également empêché la Da Afghanistan Bank (DAB), la banque centrale du pays, d'accéder aux réserves de change de l'Afghanistan et, par extension, au système bancaire international. Cette mesure a paralysé l'économie afghane et son secteur bancaire. Il en est résulté une perte immédiate d'emplois et de moyens de subsistance, une pauvreté généralisée, la famine, des soins de santé limités et de nouveaux flux de réfugiés.

### Une fabrique de pauvreté

La DAB, comme toutes les banques centrales, joue un rôle essentiel dans le fonctionnement de l'économie. Ses missions incluent la stabilisation de la monnaie locale, l'*afghani*, par le biais de ventes aux enchères régulières visant à maintenir la stabilité des prix, favoriser les liquidités, mettre en application la politique de change et réglementer les institutions financières. Cependant, sans accès aux réserves extérieures afghanes – 9,1 milliards de dollars américains arbitrairement séquestrés par la Réserve fédérale américaine et par diverses banques européennes –, la DAB est incapable d'assumer cette « fonction critique de stabilisation du marché<sup>8</sup> ». Dans une économie basée sur l'argent liquide, caractérisée par un important déficit commercial – les importations dépassant les exportations –, l'incapacité de la DAB à fonctionner se traduit par une inflation incontrôlée. Des millions d'Afghans de toutes conditions sociales n'ont ainsi plus les moyens de se procurer des produits de première nécessité tels que la nourriture et le combustible pour cuisiner et se chauffer pendant l'hiver<sup>9</sup>.

La DAB, restructurée en 2004 dans le cadre d'un exercice plus large de renforcement des capacités post-Accord de Bonn, est une institution indépendante ; elle dispose d'une totale autonomie pour fonctionner sans interférence politique. Comme l'indique une étude de la Banque mondiale, « une nouvelle loi sur la banque centrale est désormais en place et garantit l'autonomie de la banque centrale<sup>10</sup> ». En résumé, les ressources de la DAB n'appartiennent pas aux talibans ni, d'ailleurs, à l'administration Biden. Elles ne

---

<sup>7</sup> Alan Rappeport, "Afghanistan faces economic shock as sanctions replace foreign aid", *The New York Times*, 21 August 2021.

<sup>8</sup> Shah Mehrabi, "Afghanistan's economy is collapsing, the US can help stop it", *Al Jazeera*, 29 January 2022, <https://www.aljazeera.com/opinions/2022/1/29/afghanistans-economy-is-collapsing-the-us-can-help-stop-it>

<sup>9</sup> Jo Shelley, Christiane Amanpour and Ahmet Mengli, "Afghanistan's new poor line up for aid to survive as food crisis bites", *CNN*, 22 May 2022, <https://edition.cnn.com/2022/05/22/asia/afghanistan-hunger-new-poor-intl-cmd/index.html>

<sup>10</sup> La loi DAB a été publiée dans un journal officiel le 12 juillet 2003 (30/10/1382), voir The World Bank South Asia Finance and Private Sector Unit, *The Financial Sector in Afghanistan, Managing the Post-conflict Reform Process*, 2004, <https://documents1.worldbank.org/curated/en/906721468765919977/pdf/40680.pdf>

doivent pas être au service du programme de politique intérieure ou étrangère des États-Unis. Plus important encore, ces ressources appartiennent au peuple afghan puisqu'elles comprennent également l'épargne de nombreux citoyens afghans et les moyens nécessaires aux transactions quotidiennes du secteur privé.

Il convient de rappeler que les sanctions américaines contre les talibans et certains de leurs responsables ont été introduites pour la première fois en 1998. Cependant, en ciblant la DAB, ces sanctions se sont étendues à l'ensemble du peuple afghan. En outre, le secteur bancaire international a opté pour une approche excessivement prudente : il a refusé d'effectuer des transactions régulières avec des banques afghanes par crainte de tomber sous le coup des sanctions américaines. En conséquence, ces transactions financières sont devenues pratiquement impossibles, faute d'accès au système financier international. Les importations et surtout les exportations sont au point mort. Comme l'indique *The Broker*, la crise économique catastrophique que traverse l'Afghanistan est « en grande partie due à la réaction internationale à la prise de pouvoir des talibans<sup>11</sup> ».

Le gel des réserves extérieures de l'Afghanistan soulève plusieurs questions, notamment en ce qui concerne les droits de l'Homme, mais pas seulement. Pourquoi, par exemple, les citoyens afghans ordinaires doivent-ils souffrir d'une crise dont ils ne sont pas responsables ? Cela se produit alors qu'ils luttent pour survivre à la réalité draconienne du régime taliban et aux politiques menées par les États-Unis, lesquelles ne tiennent pas compte du droit à l'alimentation des Afghans – y compris de ceux qui sont affamés, mal nourris ou aux portes de la mort<sup>12</sup>. Cela équivaut à une punition collective.

L'administration Biden, les Nations unies et la communauté humanitaire ont proposé des alternatives au secteur bancaire, en vue de faciliter le transfert de ressources financières pour des projets spécifiques. Cela a permis d'assouplir les restrictions sur les flux de ressources, notamment pour les opérations de secours. Les Nations unies et leurs partenaires ont également lancé une série d'appels au financement au cours des derniers mois pour faire face aux conséquences de cette paralysie économique. C'est dans ce contexte qu'a eu lieu, en janvier 2022, un appel pour un montant inédit de cinq milliards de dollars – le plus important jamais lancé pour une crise spécifique<sup>13</sup>. Un appel similaire a été déclenché en mars pour un montant de 4,4 milliards de dollars US, donnant lieu à des promesses de dons s'élevant à 2,44 milliards de dollars.

---

<sup>11</sup> Jorrit Oppewal and Jorrit Kamminga, "Tough sanctions against Taliban undermine right to food", *The Broker*, 24 May 2022, [https://www.thebrokeronline.eu/tough-sanctions-against-taliban-undermine-right-to-food/?utm\\_source=rss&utm\\_medium=rss&utm\\_campaign=tough-sanctions-against-taliban-undermine-right-to-food](https://www.thebrokeronline.eu/tough-sanctions-against-taliban-undermine-right-to-food/?utm_source=rss&utm_medium=rss&utm_campaign=tough-sanctions-against-taliban-undermine-right-to-food)

<sup>12</sup> Haut-Commissaire aux droits de l'Homme, « Afghanistan : des Experts de l'ONU exhortent les États-Unis à débloquer les avoirs étrangers de la banque centrale afghane pour atténuer l'impact humanitaire », *Nations unies*, 25 avril 2022, <https://www.ohchr.org/en/press-releases/2022/04/afghanistan-un-experts-call-us-government-unblock-foreign-assets-central>

<sup>13</sup> United Nations, "Afghanistan: UN launches largest single country aid appeal ever", *UN News*, 11 January 2022, <https://news.un.org/en/story/2022/01/1109492>

Il va de soi que l'aide humanitaire ne pourra jamais se substituer à une économie fonctionnelle, quel que soit le contexte. Dans la plupart des cas, il s'agit d'une mesure palliative visant à aider les communautés touchées par la crise à faire face à des menaces qui débordent leurs mécanismes de survie habituels. Il est donc intéressant de voir qu'à quelques exceptions près, les acteurs de l'humanitaire sont restés silencieux sur les causes politiques de la crise actuelle, à savoir des bailleurs qui « fabriquent de la pauvreté » ; vraisemblablement afin de préserver leurs relations avec ces bailleurs, et les flux de financement des ONG<sup>14</sup>.

Cela contraste avec les nombreuses situations de crise où les humanitaires ont souligné le rôle de la guerre, de la sécheresse ou des inondations, par exemple, pour justifier la nécessité d'une action humanitaire. Il n'est pas moins remarquable que lorsque Jeffrey DeLaurentis, ambassadeur adjoint des États-Unis auprès des Nations unies à New York, s'est adressé au Conseil de sécurité de l'ONU en mars, il a déclaré qu'il incombait aux talibans de rétablir la stabilité économique, après que l'ONU a noté que l'économie afghane se dirigeait vers « un point d'irréversibilité<sup>15</sup> ». Quelques semaines plus tard, le gouvernement américain a réagi négativement à une déclaration de quatorze rapporteurs spéciaux indépendants de l'ONU qui s'inquiétaient du fait que la situation alarmante en Afghanistan était « exacerbée par les mesures imposées par les États-Unis<sup>16</sup> ».

### **Des solutions existent : la volonté politique sera-t-elle au rendez-vous ?**

Incontestablement, la situation en Afghanistan est désastreuse. Elle est également immorale. Il s'agit, en grande partie, d'une catastrophe d'origine humaine qui marginalise et prive encore davantage de leurs droits les femmes et les filles. Il n'est pas surprenant que les talibans soient mis en cause par un large éventail d'acteurs à l'intérieur et à l'extérieur de l'Afghanistan pour leurs politiques et leurs pratiques nuisibles et inacceptables pour un grand nombre d'Afghans, hommes et femmes. Des politiques – initiées en grande partie par les États-Unis et leurs alliés occidentaux – visant à refuser aux Afghans l'accès à leurs ressources souveraines, sont tout autant répréhensibles. L'expérience vécue d'une économie brisée, d'une dette et d'un appauvrissement en augmentation constante est un cauchemar pour les millions de personnes qui luttent quotidiennement pour nourrir leurs enfants et les autres membres de leurs familles.

Différentes initiatives et campagnes ont été lancées pour lutter contre la faim, la perte d'espoir et les privations qui poussent de nombreux Afghans, désespérés, à quitter leur foyer. Des solutions pratiques peuvent facilement être mises en œuvre. Par exemple, dans

---

<sup>14</sup> United Against Inhumanity, "Update on UAI campaign 'Frozen funds, desperate Afghans'", 8 May 2022, <https://www.against-inhumanity.org/2022/05/08/update-on-uai-campaign-frozen-funds-desperate-afghans>

<sup>15</sup> Edith M. Lederer, "UN envoy : Afghan failing economy heads to 'irreversibility'", AP News, 3 March 2022, <https://apnews.com/article/russia-ukraine-afghanistan-business-taliban-united-nations-46ebc6dd567c8fb9edd7ec74c86fa1a6>

<sup>16</sup> "US rebuffs criticism from UN experts on Afghan assets", VOA News, 25 April 2022, <https://www.voanews.com/a/us-rebuffs-criticism-from-un-experts-on-afghan-assets-6544806.html>

des lettres adressées au président Biden et à d'autres dirigeants occidentaux, l'organisation *United Against Inhumanity* (UAI) a lancé un appel :

- pour la mise en place immédiate d'un mécanisme, sous surveillance internationale, visant à permettre à la DAB d'accéder à environ 150 millions de dollars par mois de réserves gelées. Cela permettrait d'injecter un minimum de liquidités dans l'économie et de prendre des mesures de contrôle de l'inflation. Cet arrangement pourrait être suspendu à tout moment si les autorités *de facto* interfèrent avec le fonctionnement indépendant de la DAB ;
- pour le transfert immédiat à la DAB des trois milliards d'afghanis (environ huit millions de dollars) qui ont été imprimés en Pologne, payés l'an dernier, mais non livrés par crainte de tomber sous le coup des sanctions contre les talibans.

D'autres ONG – notamment la coalition *Unfreeze Afghanistan*<sup>17</sup> aux États-Unis, et *Emergency*<sup>18</sup> en Italie – ont exigé des mesures similaires, simples et faciles à mettre en œuvre. Ce qui fait défaut, c'est la volonté politique.

UAI s'attache à contester le principe et les conséquences du gel unilatéral des réserves de la DAB avec toutes les conséquences qu'il implique pour le peuple afghan. Par ailleurs, UAI s'inquiète de la normalisation de la violence structurelle et physique et de l'inhumanité de la punition collective – qu'elle s'exerce contre des demandeurs d'asile ou contre des personnes mises en danger par la guerre économique.

UAI encourage et accueille favorablement l'engagement d'autres personnes qui dénoncent les souffrances infligées délibérément aux Afghans. UAI souhaite collaborer et coopérer avec d'autres structures et personnes afin d'élargir ses réseaux et de maximiser son influence.

*Toutes les informations relatives à cette campagne ainsi que d'autres documents utiles sont disponibles sur le site Internet de l'organisation UAI : <https://www.against-inhumanity.org/campaigns>*

*Si vous souhaitez soutenir la campagne de l'organisation UAI, vous pouvez écrire à l'adresse suivante : [contact@against-inhumanity.org](mailto:contact@against-inhumanity.org)*

*Pour compléter en images cet article, voir le travail photographique réalisé par Sandra Calligaro en Afghanistan et présenté dans notre rubrique Reportage, p. 98-123*

**Traduit de l'anglais par Benjamin Richardier**

---

<sup>17</sup> Masuda Sultan, "How America is causing a famine in Afghanistan", *The Gravel Institute*, 8 March 2022, [https://www.youtube.com/watch?v=igJ\\_74590BA](https://www.youtube.com/watch?v=igJ_74590BA)

<sup>18</sup> Emergency, "How to guarantee humanitarian aid to the Afghan people after August 2021?", May 2022, <https://en.emergency.it/wp-content/uploads/2022/05/A-Humanitarian-Health-Organisations-Perspective.-May-2022-EMERGENCY.pdf>

---

### Biographie • Norah Niland

Cofondatrice de *United Against Inhumanity*, Norah Niland a travaillé sur des questions relatives à l'humanitaire et aux droits de l'Homme pendant une grande partie de sa vie. Elle s'est notamment engagée pendant de nombreuses années en Afghanistan, où elle a travaillé à plusieurs reprises, y compris pendant le premier émirat islamique, en tant que conseillère en droits de l'Homme auprès de la communauté humanitaire. Norah a dirigé l'équipe chargée des droits de l'Homme au sein de la Mission d'assistance des Nations unies en Afghanistan (2008-2010), où elle a lancé, par exemple, des programmes visant à lutter contre l'inégalité entre les sexes et l'impunité, ainsi qu'une campagne visant à réduire les répercussions de la guerre sur les civils par le biais d'enquêtes systématiques, d'analyses et de rapports publics sur les incidents impliquant des victimes civiles.

---

*Reproduction interdite sans l'accord de la revue Alternatives Humanitaires. Pour citer cet article :*  
Norah Niland, « La politique des talibans est un cauchemar ; la guerre économique et la famine aussi »,  
*Alternatives Humanitaires*, n° 20, juillet 2022, p. 86-97,

<https://alternatives-humanitaires.org/fr/2022/07/29/la-politique-des-talibans-est-un-cauchemar-la-guerre-economique-et-la-famine-aussi/>

ISBN de l'article (PDF) : 978-2-37704-979-0